

4^e

CONGRÈS

des études sur le Moyen-Orient
et les mondes musulmans

28 juin - 2 juillet 2021



Atelier 62

Réseaux et patrimonialisations : quelles problématiques ?

Nos travaux de recherche dans le domaine des études critiques du patrimoine (Smith, 2006 ; Harrison, 2013 ; Isnart, 2016) en Tunisie, respectivement dans les disciplines de l'anthropologie et de l'architecture, ont permis de mettre en exergue la centralité du réseau. Ce constat s'observe tant dans les questions de méthodologie, rendant le travail de terrain, mais également dans l'analyse des processus de patrimonialisation. Nous avons été confrontées au caractère polysémique de ce concept (Denord, 2020), et c'est ce que nous souhaitons travailler et questionner lors de cet atelier. Aux premiers abord la théorie de l'acteur réseau (Callon & Latour, 1991) semble parfaitement s'appliquer dans le cadre de processus de patrimonialisation, si l'on admet l'analogie suivante que la science à produire est dans notre cas le patrimoine à fabriquer (Heinich, 2009). Ainsi, bien que les impacts de la patrimonialisation sur le réseau soient déjà étudiés (Fabre, 2010), qu'en est-il de l'influence des réseaux sur ce processus ? Le questionner à travers la patrimonialisation, passe également par l'analyse de son ouverture dans ce processus de réorganisation des rapports de force. Dès lors, que nous apprend son étude sur les tensions internes entre les différents groupes sociaux pré et post patrimonialisation ? Qu'en est-il de l'usage démocratique de l'espace ? Comment ce(s) réseau(x) s'approprie(nt), gère(nt), conserve(nt), préserve(nt)-t-il(s) l'espace ? Telles sont interrogations que nous souhaiterions animer durant l'atelier.

Responsable et discutante : Iman Batita (UPHF-UMONS)

Programme de l'atelier

Iqbal Benedjma (Université Constantine 3, département d'architecture et d'urbanisme)

Propriétaires mobilisés pour la défense d'un patrimoine « en cours » : l'opération de dé-densification du quartier Souika de Constantine 2005

À Constantine, la question du patrimoine bâti de la vieille ville a longtemps fait l'objet d'intérêts divers et de politiques publiques successives parfois contradictoires. La vieille ville se présente aux acteurs publics aussi bien comme un centre-ville à moderniser, un ensemble précaire à dédensifier, qu'un centre historique à patrimonialiser. Face à ces actions, les habitants, structurés ou non, réagissent à chaque situation selon des logiques différentes, faisant ainsi du patrimoine un objet conflictuel de mobilisation et souvent d'opposition "frontale" (Legros, 2008). L'objet de cette communication est de revenir sur une opération publique de dédensification du quartier de la Soukia en 2005, période où la vieille ville connaissait une dynamique de patrimonialisation. Cette opération, qui prévoyait la destruction de 190 maisons, a conduit les propriétaires à former un réseau pour faire pression sur les acteurs locaux et centraux et arrêter les destructions. Ainsi, nous nous intéressons particulièrement aux mécanismes et aux compétences des habitants pour construire des réseaux et aux effets de cette mobilisation sur l'action publique entreprise.

Mathilde Bielawski (Université Lumière Lyon 2, LADEC)

Le réseau des « associations de sauvegarde du patrimoine », la clef nécessaire pour la pratique d'une anthropologie du patrimoine en Tunisie

C'est à travers l'étude de cas de mon ethnographie du patrimoine culturel tunisien que je propose de questionner la problématique du réseau dans les processus de patrimonialisation. Lorsque j'amorçais mon travail de terrain sur ces processus en 2014, je fis une constatation : pour une grande majorité des projets de rénovation, de restauration et de « mise en patrimoine », il semble toujours y avoir, au côté de l'État, la présence d'une association dite « de sauvegarde du patrimoine ». En effet, même si ce monde associatif n'est représenté que par une poignée d'entre elles, il est tout à fait possible d'y relever son omniprésence. De plus, la collaboration quasi systématique paraît invariablement aussi vraie après la révolution de 2011. Ce constat s'avère d'autant plus exact dès lors que j'eus besoin, pour l'avancée de mes recherches, d'accéder à un nouveau contact, à un nouveau site, à de nouvelles sources, etc. Les portes que je trouvais fermées, devinrent immédiatement grandes ouvertes lorsque je passais par ce réseau associatif. Il sera alors question d'aborder le rôle du réseau des associations dites « de sauvegarde du patrimoine » en Tunisie, et de poser la question suivante : effectuer une anthropologie du « patrimoine culturel tunisien », à l'heure actuelle, n'amène-t-elle pas en quelque sorte à réaliser une étude du « réseau associatif » ?

Justin McGuiness (American University of Paris, Department Communication Media and Culture)

La conservation du patrimoine urbain en Tunisie: le cas de l'association de sauvegarde de la Médina de Tunis, vers une chronologie institutionnelle

Créée à la fin des années 1960, l'association de Sauvegarde de la Médina de Tunis s'est rapidement imposée comme acteur central de la protection du patrimoine architectural et urbain de Tunis. Cette intervention propose une chronologie des actions de sauvegarde menées par l'association, les situant dans leur contexte social, politique et institutionnel. Les années 1990 et 2000 ont vu un élargissement des quartiers considérés comme dignes de sauvegarde avec plusieurs interventions au niveau du patrimoine architectural des XIX^e et XX^e siècles. Par contre, la décennie suivant la révolution de 2010/2011 a vu une forte baisse dans le nombre de projets confiés à l'association par l'État ou les autorités locales. Face aux nombreuses interventions non-autorisées sur l'architecture d'accompagnement, la conservation du patrimoine urbain de Tunis semblerait compromise. Dans le contexte politique post-autoritaire, où les élus seraient redevables de résultats devant leurs concitoyens, la sauvegarde du patrimoine semble marquer le pas. Cette intervention se propose d'explorer ce paradoxe.

Sara Ouaziz (Paris 1 Panthéon-Sorbonne/Marrakech Cadi Ayyad, IREST)

Réseaux et tensions autour des musées privés de la médina de Marrakech

Depuis quelques années, la médina de Marrakech connaît une croissance du nombre des musées privés accueillis dans des maisons traditionnelles ou des riads. En effet, depuis 2014, un musée privé se crée par an, parfois deux comme en 2018. De 1996 à aujourd'hui, nous en dénombrons un total de 10. Après la présentation de ces musées en tant qu'espaces culturels et espaces touristiques, nous nous intéresserons à l'analyse des profils et des trajectoires de vie de leurs propriétaires. Qu'ils évoluent individuellement ou en groupes, ces acteurs, appelés également « entrepreneurs de la patrimonialisation » jouent indéniablement un rôle dans le processus de patrimonialisation de l'espace très touristique et hyper concurrentiel que forme la médina de Marrakech : gentrification, réorganisation urbaine, restauration. Comment et par le biais de quels réseaux interviennent-ils ? Existe-t-il un modèle d'intervention commun à tous ? Par ailleurs, les musées privés sont considérés comme sources de conflits et de tensions par la population locale qui les voit comme « exclusivement réservés aux touristes occidentaux ». Le sentiment de désappropriation et de négligence dont souffrent certains habitants les pousse à se replier sur eux-mêmes voire à fuir leur quartier d'origine. Dans ces conditions, comment le musée privé est-il perçu par les différents groupes sociaux ? Et comment la cohabitation entre ces derniers s'opère-t-elle dans la médina de Marrakech ?